

Groupe Sporever

Rapport annuel 2013



sommaire

04	I. Le mot du Fondateur
06	II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe présenté à l'assemblée générale annuelle des actionnaires relative à l'exercice 2013
28	III. Organigramme simplifié au 31 décembre 2013
30	IV. Comptes consolidés du Groupe Sporever



I. Le mot du Fondateur

04 | 1. Les points clés de l'année 2013
05 | 2. Perspectives 2014



I. Le mot du Fondateur

Chers actionnaires,

Cette année 2013 a été fortement chahutée par l'environnement économique. Le Groupe, déjà impacté par l'arrêt de la production d'Orange Sport Info et Orange Sport, dresse un bilan très contrasté de cet exercice.

- Notre savoir-faire est reconnu et estimé à la fois sur nos activités en marque propre et en BtoB. Nos audiences sur la chaîne sport365 n'ont cessé de progresser depuis son lancement en septembre 2012 (l'audience Médiamétrie de novembre 2013 s'établit à 2,6 millions de téléspectateurs soit une progression de plus de 50% en un an). Nos clients BtoB historiques nous renouvellent régulièrement leur confiance et nous avons élargi notre palette d'offres (JT, documentaires, fictions, reportages, émissions de flux, couvertures d'événements ...).

- Parallèlement, les budgets de communication interne et externe des marques ont continué à diminuer drastiquement en 2013, rendant les processus de décision d'investissement plus lents et les annulations ou décalages brutaux plus fréquents. Cet effet « crise » a impacté directement les chiffres d'affaires liés à la publicité et opérations spéciales de nos sites et de notre chaîne, ainsi que la vente de production audiovisuelle aux marques.

Faits marquants 2013

L'environnement économique général constitue le fait marquant de 2013. Alors que le Groupe n'avait jusqu'à présent pas eu trop à souffrir des affres de la crise, la diminution très nette des budgets médias des marques et la lenteur des processus de décision d'investissement ont impacté très fortement nos recettes publicitaires et entraîné un blocage du marché BtoB.

Les nouveaux projets sont rares, difficiles et longs à signer, avec des marges parfois restreintes. A cela s'ajoute une année « impaire » sans événement sportif de grande ampleur générateur d'opérations de communication.

Cela a entraîné un décalage important du chiffre d'affaires réalisé par rapport aux objectifs ambitieux mais réalistes de 2013, constaté dès le 1er semestre et alourdi encore par l'arrêt brutal de certains projets BtoB sur le second semestre. Un premier plan d'économies a alors rapidement été mis en place fin juin 2013, de manière à limiter le manque à gagner de ce décalage et adapter les coûts de structure. Celui-ci a été renforcé au cours du second semestre.

Grâce à cette réactivité et malgré un recul important du chiffre d'affaires qui s'établit à 11,5m€ en 2013 (vs 13,5m€ en 2012 et un budget 2014 de 14,6m€), la perte Ebitda se limite à -0,35m€, avec une structure de coût en fin d'année totalement assainie et une trésorerie nette supérieure à +1,1m€.

Perspectives pour l'année 2014

La priorité pour cette année 2014, est pour le moins le retour à l'équilibre. Le budget a été construit en conséquence : sur la base d'hypothèses de revenus conservatrices, la structure de coûts a été totalement adaptée pour atteindre cet objectif. Les différents plans mis en place en 2013 nous permettent, dès le 1er janvier 2014, d'aborder l'exercice sereinement, avec une organisation réaménagée et saine.

Bien évidemment, la qualité, l'exigence et la créativité restent plus que jamais au centre de nos préoccupations. Tout est mis en œuvre pour que nos internautes, nos téléspectateurs et nos clients reconnaissent et conservent leur appréciation positive de notre savoir-faire.

Même si le contexte reste difficile, les mesures de réductions de coûts mises en place, notre savoir-faire et la motivation intacte de nos équipes nous permettent d'aborder nos nouveaux défis avec enthousiasme.



BIEN PLUS QU'UNE CHAÎNE DE SPORT !
SPORT365 - SAISON 2

● Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

07	1. Faits majeurs de l'année 2013
09	2. Règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés
10	3. Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe Sporever
16	4. Commentaires sur les comptes annuels de Sporever et de ses filiales
18	5. Actionnariat
20	6. Affectation du résultat de Sporever SA
20	7. Gestion sociale : ressources humaines
21	8. Perspectives du Groupe Sporever
22	9. Politique de Sporever dans la gestion des risques
23	10. Événements importants survenus postérieurement à la date de clôture
23	11. Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce
24	12. Situation des mandats des commissaires aux comptes et honoraires versés
24	13. Rémunération des mandataires sociaux
25	14. Liste au 31 décembre 2013 de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux de Sporever dans toute société
26	15. Résultats financiers des 5 derniers exercices de Sporever SA et du Groupe Sporever

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de l'activité du Groupe Sporever au cours de l'exercice clos

le 31 décembre 2013, de vous présenter les événements postérieurs à la clôture et les perspectives du Groupe, et de vous inviter à vous prononcer sur les résolutions proposées à titre ordinaire et extraordinaire.

1. Faits marquants de l'année 2013

Un bilan contrasté

Cette année 2013, annoncée comme une année de consolidation, se traduit par des résultats contrastés sur l'exercice 2013. Les résultats montrent une diminution significative du chiffre d'affaires et des résultats opérationnels principalement liée à un effet de changement de business model et au contexte de crise.

• **Après une année 2012 de transition, le Groupe a montré en 2013 une valeur ajoutée et des actifs consolidés :**

- Savoir-faire reconnu et estimé à la fois sur nos activités en marque propre et en BtoB,

- Audiences sur la chaîne sport365 en progression constante depuis son lancement en septembre 2012 (l'audience Médiamétrie de novembre 2013 s'établit à 2,6 millions de téléspectateurs soit une progression de plus de 50% en un an),

- Renouvellement régulier de la confiance de nos clients BtoB historiques et élargissement de notre palette d'offres (JT, documentaires, fictions, reportages, flux, émissions de flux, couvertures d'évènements...).

• **Parallèlement, cette année 2013 a été fortement chahutée par l'environnement économique. Le Groupe, déjà impacté par l'arrêt de la production d'Orange sport et Orange sport info, en a subi de plein fouet les conséquences :**

- Diminution drastique des budgets de communication interne et externe des marques, rendant les process de décision d'investissement plus lents et les annulations ou décalages brutaux plus fréquents,

- Impact direct de cet effet « crise » sur les chiffres d'affaires liés à la publicité et opérations spéciales de nos sites et de notre chaîne, ainsi que la vente de production audiovisuelle aux marques.

L'environnement économique général constitue le fait marquant de 2013. Alors que Media365 n'avait jusqu'à présent pas eu trop à souffrir des affres de la crise, la diminution très nette des budgets médias des marques et la lenteur des process de décision d'investissement ont impacté très fortement nos recettes publicitaires et entraîné un blocage du marché BtoB.

Les nouveaux projets sont rares, difficiles et longs à signer, avec des marges parfois restreintes. A cela s'ajoute une année « impaire » sans événement sportif de grande ampleur générateur d'opérations de communication.

**II. Rapport du Conseil
d'administration sur la
gestion du groupe pré-
senté à l'assemblée gé-
nérale des actionnaires
relative à l'exercice 2013**

1. Faits majeurs
de l'année 2013

Cet effet «crise» a entraîné un décalage important du chiffre d'affaires réalisé par rapport aux objectifs ambitieux mais réalistes de 2013, constaté dès le 1er semestre et alourdi encore par l'arrêt brutal de certains projets BtoB sur le second semestre. Un premier plan d'économies a alors rapidement été mis en place fin juin 2013, de manière à limiter le manque à gagner de ce décalage et adapter les coûts de structure. Celui-ci a été renforcé au cours du second semestre.

Malgré cette réactivité, le Groupe accuse un recul important du chiffre d'affaires de -2,0m€ qui s'est équilibré à 11,5m€ en 2013, et une perte d'exploitation de -1,3m€ mais démarre l'exercice 2014 avec une structure de coût totalement assainie et une trésorerie nette supérieure à 1,1m€.

Ainsi, le Groupe clôture l'année avec un résultat net négatif de - 1,8m€.



2. Règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

2. Règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

Les sociétés qui font partie du périmètre de consolidation sont les suivantes :

- Sporever SA, société mère
- Media365 SASU
- Sporever International Ltd

mité avec le règlement CRC 99-02 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999, relatif aux comptes consolidés, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

La méthode de l'intégration globale a été utilisée pour ces 3 filiales qui sont intégralement directement ou indirectement détenues pas Sporever SA. Comme pour les exercices précédents, le Groupe Sporever établit ses comptes consolidés en confor-

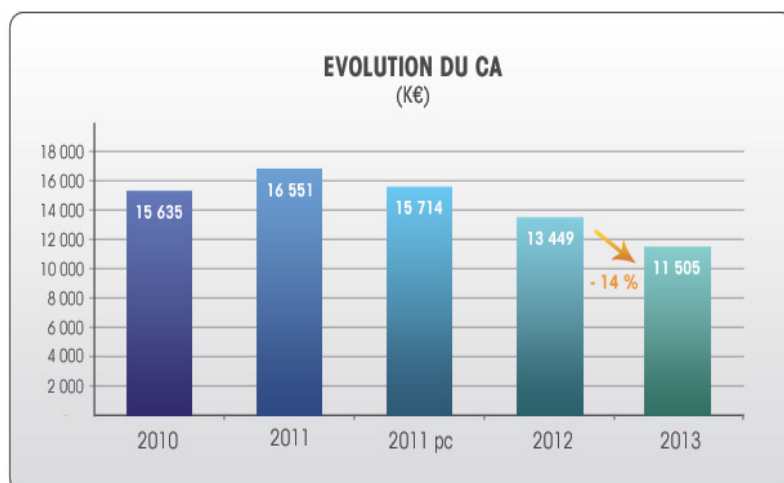


3. Commentaires sur les comptes consolidés du groupe Sporever

Performances économiques

• Evolution du chiffre d'affaires

Le Groupe Sporever a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 11,5m€ contre 13,4m€ en 2012, soit une baisse de 14%.



II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

3. Commentaires sur les comptes consolidés du groupe Sporever

Après une année 2012 de transition, le Groupe a montré en 2013 une valeur-ajoutée et des actifs consolidés et a pu rééquilibrer le poids de ses activités entre Marques365 et BtoB.

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

***Marques365:** la business unit Marques365 représente 6,7m€ vs 3,3m€ en 2012 soit une hausse de 103 %.

-Marques365 New Media : 1,9m€ comme en 2012

Media365 conserve sa position de 3ème éditeur d'information sportive en ligne derrière l'Equipe.fr et Eurosport.fr (hors portails et agrégateurs) avec une audience moyenne de 1,5 Millions de VU mensuels et un pic d'audience Médiamétrie à +1,9 Millions de visiteurs uniques en janvier et mai/juin, période riche en événements sportifs (Coupe d'Afrique des Nations, Roland Garros, Ligue 1).

Les revenus publicitaires classiques et spéciaux ont stagné malgré un renforcement de l'équipe commerciale et une politique agressive sur le display.

-Marques365-TV: 4,8m€ en 2013 année pleine contre 1,4m€ pour 3,5 mois d'activité.

Cette activité a débuté avec le lancement de la chaîne d'information sportive sport365 en septembre 2012. Le changement de politique d'Orange a été majoritairement pondérée par le renforcement de nos actifs avec la chaîne sport365 avec un impact de 3,4m€ sur une année pleine.

***BtoB:** la business unit BtoB représente 4,9m€ vs 10,1m€ en 2012 soit une baisse de 52%.

- BtoB New Media : 3,5m€ vs 3,9m€ en 2012 soit une baisse de 11%

Cette business unit connaît un léger ralentissement suite à la baisse des investissements des marques en média liée à la crise économique (impact de -0,1m€).

L'activité mobile connaît une légère contraction des investissements sur les contenus mobile Ligue 1 d'Orange (impact de -0,3m€).

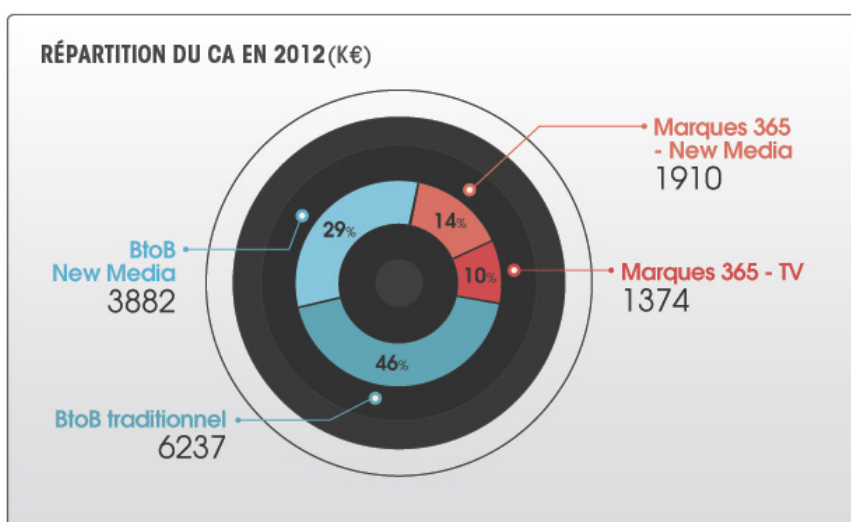
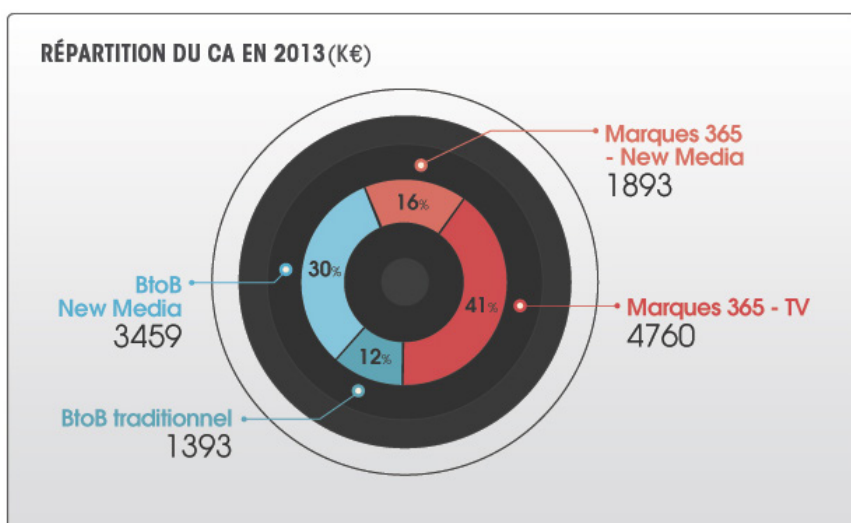
BtoB TV : 1,4m€ vs 6,3m€ en 2012 soit une baisse de 78%

Cette business unit connaît une dégradation de son chiffre d'affaires liée à l'arrêt de l'offre de télévision sportive d'Orange : Orange sport et Orange sport info (soit 4,7m€).

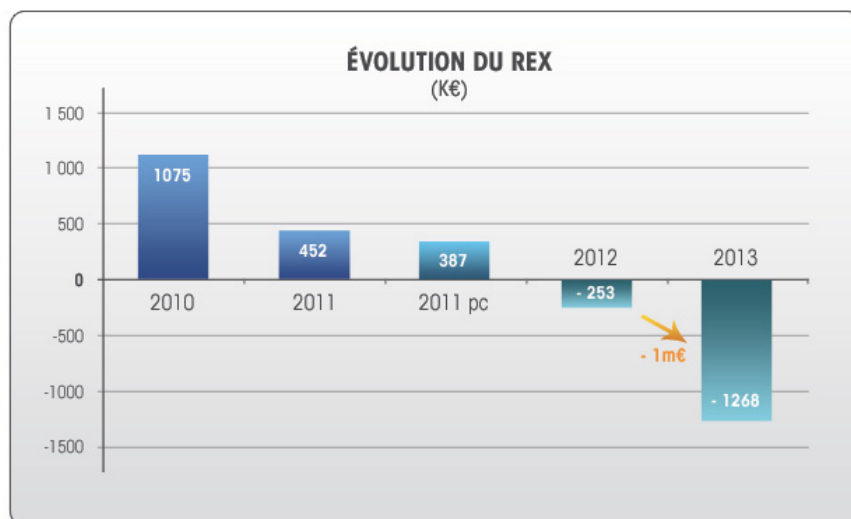
• Répartition par business unit

La répartition est la suivante :

En %	2013	2012
Marques365-New Media	16%	14%
Marques365-TV	41%	10%
BtoB-New Media	30%	29%
BtoB-traditionnel	12%	46%
Betting	0%	0%
Total	100%	100%



• Analyse du résultat d'exploitation



II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

3. Commentaires sur les comptes consolidés du groupe Sporever

Le Groupe Sporever a un bilan contrasté avec un résultat d'exploitation consolidé négatif de -1,3m€ en 2013 contre respectivement -0,25m€ en 2012.

La diminution de 1,9m€ du chiffre d'affaires en 2013 entraîne une baisse mécanique du résultat d'exploitation importante.

Celle-ci s'explique :

- d'une part par l'arrêt d'Orange Sport et d'Orange Sport Info sur le second semestre 2012 qui dégagait une marge partiellement compensée par celle de sport365 dont les revenus publicitaires n'atteignent cependant pas les niveaux attendus ;
- d'autre part, certains chiffres d'affaires BtoB ont été remplacés par des projets à moindre rentabilité.

Le Groupe a su montrer sa réactivité dès la fin du premier semestre 2013 pour atténuer ces pertes en menant une série de plans d'économies rigoureux avec notamment :

- la réduction des effectifs ;
- la diminution des coûts marketing et communication sur nos marques 365 ;
- l'optimisation de la production des contenus web et TV365.

Les premiers impacts ont été visibles dès le second semestre 2013.

Le Groupe Sporever a dégagé une perte consolidée de -1,8m€ en 2013 contre une perte de -0,61m€ en 2012.

En 2013, les charges d'exploitation s'élèvent à 12,8m€ contre 14,5m€ en 2012 et se décomposent de la manière suivante :

- 4,5m€ d'achats et charges externes contre 5,3m€ en 2012. Cette baisse de 0,8m€ à hauteur de 15% s'explique principalement par la diminution significative du chiffre d'affaires et des budgets marketing.

- 0,3m€ d'impôts et taxes contre 0,4m€ en 2012. La baisse des impôts et taxes s'explique par l'arrêt de l'activité des paris sportifs sur le premier trimestre 2012 (impact de 0,35m€) et la baisse de l'activité .

- 7,1m€ de masse salariale contre 7,9m€ en 2012. La baisse de la masse salariale s'explique par la baisse des effectifs (92 personnes en 2013 vs 108 en 2012) et la diminution du personnel pigistes et intermittents suite à l'arrêt de laproducion d'Orange Sport et d'Orange Sport Info.

- 0,91m€ d'amortissements et provisions contre 0,74m€ en 2012. La hausse des charges d'amortissements et provisions est cohérente avec les investissements effectués sur le second semestre 2012 pour le lancement de la chaine sport365.

- 0,03m€ d'autres charges contre 0,18m€ en 2012. La baisse des autres charges s'explique par la comptabilisation des pertes sur créances irrécouvrables pour 0,125m€ en 2012.

Le résultat financier ressort à 0,02m€ pour s'établir à 0.15% du chiffre d'affaires en 2013 contre 0.52 % du chiffre d'affaires en 2012.

Le résultat exceptionnel 2013 s'établit à une perte de 0,3m€ contre une perte de 0,2m€ en 2012. Cette perte est due essentiellement à des couts liés à des mesures d'économie et à diverses opérations de gestion.

Le résultat net des entreprises intégrées avant amortissement des écarts d'acquisition et fonds de commerce est une perte de -1,6m€ en 2013 contre une perte de -0,38m€ en 2012.

La dotation annuelle aux amortissements des écarts d'acquisition s'établit à 0,22m€.

Le résultat net part du Groupe est une perte de -1,8m€ en 2013 contre une perte de -0,61m€ en 2012.



Politique d'investissement et flux financiers

Le Groupe affiche encore un bilan solide dans un environnement économique et financier difficile.

Les capitaux propres représentent 58% du passif du Groupe.

Au 31 décembre 2013, et malgré des investissements totalement autofinancés, la trésorerie en fin d'exercice s'élève à plus d'1,1m€.

La trésorerie disponible représente 10% des actifs du Groupe.

La capacité d'autofinancement s'est élevée à -1,3m€ en 2013 contre 0,3m€ en 2012.

Le Groupe a dégagé un flux de trésorerie d'exploitation de -0,7m€ en 2013 contre 0,3m€ en 2012.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements se décomposent comme suit:

OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	2013	2012
Paiement earn out Bouyaka	- 70 965	98 916
Effet net de la cession de Panoramix	+ 200 000	200 000
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	+ 130 000	
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 443 759	1 737 272
Total	- 714 724	- 1 506 188

En 2013, les opérations d'investissement sont constituées des éléments suivants :

- paiement de la dernière échéance de l'earn out de Bouyaka pour 71k€,

- règlement de 200k€ conformément au protocole de cession de Panoramix,

- investissement en immobilisations incorporelles à hauteur de 88k€,

- investissement en immobilisations corporelles à hauteur de 356k€.

Développement

Les frais de développement engagés dans le cadre du lancement de la chaîne sport365 sont portés en immobilisations incorporelles et amortis. L'application de cette règle concerne principalement l'activité TV et l'activité web du Groupe et a conduit à porter à l'actif au titre de l'exercice 2013 une valeur brute de 88k€.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères de capitalisation figurent dans les charges d'exploitation de l'exercice.

Acquisitions, cessions et autres opérations juridiques

Durant l'exercice 2013, le Groupe Sporever a procédé aux opérations suivantes :

Acquisitions :

Néant.

Cessions :

Néant.

Autres opérations juridiques :

Néant.



4. Commentaires sur les comptes annuels de Sporever SA et de ses filiales

1. Sporever SA

L'activité opérationnelle de l'entité sociale Sporever SA, constituée de refacturations de prestations au profit des sociétés du Groupe, a généré un chiffre d'affaires de 1,2m€ en 2013 contre 1,1m€ en 2012.

Les charges d'exploitation représentent -1,6m€ en 2013 contre -1,5m€ en 2012.

Elles sont constituées essentiellement de 0,8m€ de masse salariale (y compris les charges sociales) et de 0,4m€ de loyers et charges locatives en 2013 contre respectivement 0,6m€ euros et 0,4m€ en 2012.

Le résultat d'exploitation est une perte de -0,46m€ pour l'année 2013 contre une perte de -0,41m€ pour l'année 2012.

Le résultat financier est une perte de -0,07m€ contre une perte de 0,26m€ en 2012. En 2012, le résultat financier était composé essentiellement du mali lié à la transmission universelle de patrimoine Jeux365 dans Sporever pour 223k€.

En 2013, il est principalement constitué d'intérêts sur comptes courants pour 67k€, et de produits

financiers sur VMP pour 16k€.

Le résultat exceptionnel est une perte de -188k€ en 2012 contre une perte de -14k€ en 2012. Il est constitué essentiellement de coûts de restructuration et de charges exceptionnelles liées à des opérations de gestion.

Le résultat net est une perte de -0,72m€ en 2013 contre une perte de -0,68m€ en 2012.

Au niveau du bilan, les dettes sont principalement constituées du compte courant avec Media365 pour 1,9m€.

Les dettes fournisseurs représentent un total de 292k€ qui se décompose de la façon suivante :

- Dettes fournisseurs : 176k€
- Factures Non Parvenues : 116k€

Dettes fournisseurs (en k€)					
Exercice	Total	Factures à 30 jours	Factures à 45 jours	Factures à 60 jours	Dettes échues
2012	166	20	10	1	135
2013	176	43	3	1	129

Les autres délais correspondent à des échéances payées à plus de 90 jours.

Enfin, Sporever détient à l'actif de son bilan l'intégralité des actions de Media365 pour 4 488 745€.

2. Résultat des filiales

2.1 MEDIA365 SASU

Cette société est la société d'exploitation du Groupe aussi bien en Edition et en Production, sur ses propres marques365 (web et TV) et en BtoB (mobile, brandcontent et TV). Elle est détenue à 100% par Sporever.

Son chiffre d'affaires annuel totalise 11,5m€ en 2013 contre 13,4m€ euros en 2012.

Le résultat d'exploitation s'élève à une perte de 0,8m€ en 2013 contre un bénéfice de 0,28m€ en 2012.

Le résultat financier positif de 88k€ est constitué de produit de cession de VMP à hauteur de 26k€ contre 107k€ en 2012, et de produits financiers sur comptes courants à hauteur de 66k€ contre 54k€ en 2012.

Le résultat exceptionnel négatif à hauteur de 124k€ est constitué essentiellement de coûts de restructuration et à diverses opérations exceptionnelles.

Media365 a généré une perte de 0,85m€ contre un profit de 0,24€ en 2012.

Media365 est intégrée fiscalement dans le Groupe fiscal dont Sporever est « Tête de Groupe » depuis le 1er janvier 2006.

2.2 Sporever International LTD

Sporever International Ltd a été constituée en Angleterre en novembre 2006 comme filiale à 100% de Sporever SA. La société est dotée d'un capital de 100.000 livres sterling non appelé. La société n'a encore connu aucune activité.

3. Autres filiales et participations

Néant

4. Participations croisées

Néant

5. Prises de participation et de contrôle

Néant.

II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

4. Commentaires sur les comptes annuels de Sporever SA et de ses filiales

5. Actionnariat

5. Actionnariat

Répartition de l'actionnariat

Les actions Sporever sont cotées depuis le 18 juillet 2005 sur le marché Alternext de Nyse Euronext Paris.

Actuellement, le capital de la société se compose de 2 198 504 actions de 2,50€ de nominal chacune.

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations reçues en application de ladite Loi, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du 1/20ème, du 1/10ème, des 3/20ème, du 1/5ème, du

quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des 19/20ème du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales.

Structure de l'actionariat

A la connaissance de la société, la structure estimée de l'actionariat de la société au 31 décembre 2013 est la suivante :

Actionariat non dilué			
	actions	% capital	% DDV
Leccia	858 297	39,04%	39,04%
Orange France	276 546	12,58%	12,58%
Patrick Chêne	136 275	6,20%	6,20%
Autres actionnaires	927 386	42,18%	42,18%
Actions en circulation	2 198 504	100,00%	100,00%

Monsieur Patrick Chêne détient 6,20% du capital avec 136 275 actions et est donc au dessus du seuil de 5%.

Participation des salariés au capital de la société

Au 31 décembre 2013, les salariés de la société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce ne détiennent collectivement aucune action de la société faisant l'objet d'une gestion collective ou dont ils n'ont pas la libre disposition.

Risques Financiers

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code du Commerce, nous vous informons que la société Sporever ne détient aucune action propre.

Franchissement de seuils

Aucun franchissement de seuil n'a été déclaré à la société.

6. Affectation du résultat de Sporever SA

Le bénéfice distribuable de l'exercice 2013 est composé comme suit :

Report à nouveau	-2 655 086 €
Résultat de l'exercice	- 716 103 €
Total	- 3 371 189 €

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice au compte « Report à nouveau ».

Remboursement de primes d'émissions

Le conseil d'administration du 12 mars 2014 ne propose pas de rembourser au profit des actionnaires de primes d'émission pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Année	2011	2012	2013
Nombre d'actions au 31 décembre	2 198 504	2 198 504	2 198 504
Valeur nominale (en euros)	2,50	2,50	2,50
Prime d'émission par actions (en euros)	0,45	-	-
Revenu global par action	0,45	-	-
Montant net distribué (en euros)	989 327	-	-

7. Gestion sociale - ressources humaines

Effectif

L'effectif moyen du Groupe Sporever est de 92 salariés en 2013 contre 108 salariés en 2012 ; pour Sporever SA, l'effectif moyen est de 7 salariés en 2013 comme en 2012.

La charge globale du Groupe afférente au personnel s'élève à 7,1m€ en 2013 vs 7,9m€.

La baisse de la masse salariale est liée à deux facteurs : diminution du personnel permanents et des pigistes et intermittents

Les charges de personnel se répartissent ainsi pour le Groupe:

Année (en k€)	2013	2012
Salaires et traitements	4 879	5 357
Charges sociales	2 190	2 496

Au niveau de Sporever SA, la charge afférente au personnel s'élève à 812k€ vs 613k€. La hausse des charges de personnel s'explique par le transfert des contrats du Directeur Général Adjoint et du Directeur Marketing vers Sporever à compter du 01 janvier 2013. Les charges de personnel se répartissent

Année (en k€)	2013	2012
Salaires et traitements	567	426
Charges sociales	246	187

Participation et intéressement

Il n'y a pas d'accord de participation et d'intéressement en cours au sein du Groupe.

Politique d'attribution d'actions gratuites

Néant.

Egalité professionnelle

Un plan d'action pour l'égalité professionnelle a été conclu et signé le 04 janvier 2014. Conformément à la législation en vigueur, le plan d'action a été envoyé à la Direccte.

8. Perspectives du Groupe Sporever

Perspectives pour l'année 2014

La priorité pour cette année 2014, est pour le moins le retour à l'équilibre. Le budget a été construit en conséquence : sur la base d'hypothèses de revenus conservatrices, la structure de coûts a été totalement adaptée pour atteindre cet objectif. Les différents plans mis en place en 2013 nous permettent, dès le 1er janvier 2014, d'aborder l'exercice sereinement, avec une organisation réaménagée et saine.

Bien évidemment, la qualité, l'exigence et la créativité restent plus que jamais au centre de nos préoccupations. Tout est mis en œuvre pour que nos internautes, nos téléspectateurs et nos clients reconnaissent et conservent leur appréciation positive de notre savoir-faire.

Même si le contexte reste difficile, les mesures de réductions de coûts mises en place, notre savoir-faire et la motivation intacte de nos équipes nous permettent d'aborder nos nouveaux défis avec enthousiasme.

9. Politique de Sporever dans la gestion des risques

Risques commerciaux

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Sporever pourrait être confronté sont ceux évoqués dans le prospectus simplifié d'introduction en bourse. Aucun changement notable n'est à signaler.

Risques financiers

Le Groupe n'est pas confronté à des risques de change, la quasi-totalité de son chiffre d'affaires étant réalisée en euros. La trésorerie disponible fait l'objet de placements à court terme sans risque.

L'inventaire du portefeuille de valeurs mobilières et des disponibilités est communiqué ci-après :

En k€	31/12/13	31/12/12
SICAV	1 255	2 655
Valeurs mobilières de placement brutes	1 255	2 655
Intérêts courus non échus sur VMP		
Valeurs mobilières de placement nettes	1 255	2 655
Disponibilités	20	77
Total de la trésorerie active	1 275	2 732
Solde créditeurs de banque	-	-
Intérêts courus non échus passif	142	-
Total de la trésorerie passive	142	-
Total de la trésorerie nette	1 133	2 732

Risque sur les actions

Néant, aucune action Sporever n'étant détenue en auto-contrôle. Par ailleurs, le Groupe Sporever ne détient pas de titres d'autres sociétés cotées.

II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

10. Evènements importants survenus postérieurement à la date de clôture

11. Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce

10. Evènements importants survenus postérieurement à la date de clôture

Néant.

11. Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce

Toutes les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ont été portées à la connaissance des commissaires aux comptes afin que ces derniers établissent leur rapport spécial.

12. Situation des mandats des commissaires aux comptes et honoraires versés

Le commissaire aux comptes titulaire de Sporever (Ernst & Young et Autres représenté par M. Franck Sebag), et le suppléant (Auditex), ont été nommés lors de l'Assemblée Générale du 18 mai 2011 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 pour une durée de six exer-

cices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera en 2017 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les honoraires versés aux commissaires aux comptes au cours de l'exercice vous sont donnés ci-dessous :

En 2013	En k€	En %
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux	43	100
Autre	0	0
Total	43	100

13. Rémunération des mandataires sociaux

Rémunération

Dirigeant en k€ (brut)	Rémunération fixe 2013	Rémunération variable 2013	Rémunération fixe 2012	Rémunération variable 2012
Patrick Chêne, Président-Directeur Général	185	23	182	23

Les administrateurs n'ont perçu aucune rémunération au titre de leur mandat au titre de 2013.

Intéressement des mandataires sociaux et des salariés

Néant.

14. Liste au 31 décembre 2013 de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux de Sporever dans toute société

Composition du conseil d'administration

Patrick Chêne	PDG	Fin de mandat à l'issue de l'AGO statuant sur les comptes 2013
Jacques-Henri Eyraud	Administrateur	Fin de mandat à l'issue de l'AGO statuant sur les comptes 2013
Franck Brusco	Administrateur	Fin de mandat à l'issue de l'AGO statuant sur les comptes 2015
Orange	Représenté par Jérôme Berger	Fin de mandat à l'issue de l'AGO statuant sur les comptes 2013

Liste des autres mandats exercés

Patrick Chêne

Président de Media365,
Gérant de JPMA SARL,
Gérant de Leccia SC.

Franck Brusco

NC.

Jérôme Berger

NC.

Jacques-Henri Eyraud

Président de Turf Éditions.

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs au titre de leur mandat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

15. Résultats financiers des 5 derniers exercices de Sporever SA et du Groupe Sporever

II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

15. Résultats financiers des 5 derniers exercices de Sporever SA et du groupe Sporever

	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013
	Sporever SA	Sporever SA	Sporever SA	Sporever SA	Sporever SA
Capital (en €)					
Nombre d'actions à l'ouverture	2 423 364	2 423 364	2 442 782	2 198 504	2 198 504
Valeur nominale	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Nombre d'actions émises ou remboursées		19 418	-244 278		
Valeur nominale		2,5	2,5		
Nombre d'actions à la clôture	2 423 364	2 442 782	2 198 504	2 198 504	2 198 504
Opérations et résultats de l'exercice (en €)					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 620 117	1 470 983	1 397 966	1 053 145	1 176 159
Résultat avant impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	+59 990	-223 263	-1 095 013	-681 470	-713 591
Impôt sur les résultats	-6 190	-11 005	-23 860	0	0
Résultat après impôts, amortissements et provisions	31 948	-214 481	-1 121 385	-683 982	-716 103
Résultat distribué					
Résultat par action (en €)					
Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,02	-0,09	-0,49	-0,31	-0,32
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,01	-0,09	-0,51	-0,31	-0,32
Personnel					
Effectif moyen	7	7	8	7	7
Montant de la masse salariale	702 859	527 929	488 372	426 313	566 522
Montant des charges sociales	270 573	226 170	182 627	187 333	245 917

II. Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe présenté à l'assemblée générale des actionnaires relative à l'exercice 2013

15. Résultats financiers des 5 derniers exercices de Sporever SA et du groupe Sporever

	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013
	Groupe Sporever	Groupe Sporever	Groupe Sporever	Groupe Sporever	Groupe Sporever
Capital (en €)					
Nombre d'actions à l'ouverture	2 423 364	2 423 364	2 442 782	2 198 504	2 198 504
Valeur nominale	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Nombre d'actions émises ou remboursées		19 418	-244 278		
Valeur nominale		2,5	2,5		
Nombre d'actions à la clôture	2 423 364	2 442 782	2 198 504	2 198 504	2 198 504
Opérations et résultats de l'exercice (en €)					
Chiffre d'affaires hors taxes	13 528 015	15 635 429	16 551 123	13 449 570	11 505 059
Résultat avant impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	1 501 032	1 664 4456	564 859	366 634	-866 405
Impôt sur les résultats	-71 017	0	-106 964	0	0
Résultat après impôts, amortissements et provisions	250 030	696 095	-352 267	-607 138	-1 780 997
Résultat distribué					
Résultat par action (en €)					
Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,67	0,68	0,31	0,17	-0,81
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,11	0,28	-0,16	-0,28	-0,81
Personnel					
Effectif moyen	98	113	119	101	92
Montant de la masse salariale	4 944 629	5 726 342	6 391 567	5 356 737	4 879 441
Montant des charges sociales	1 869 773	2 246 080	2 642 737	2 496 339	2 190 315

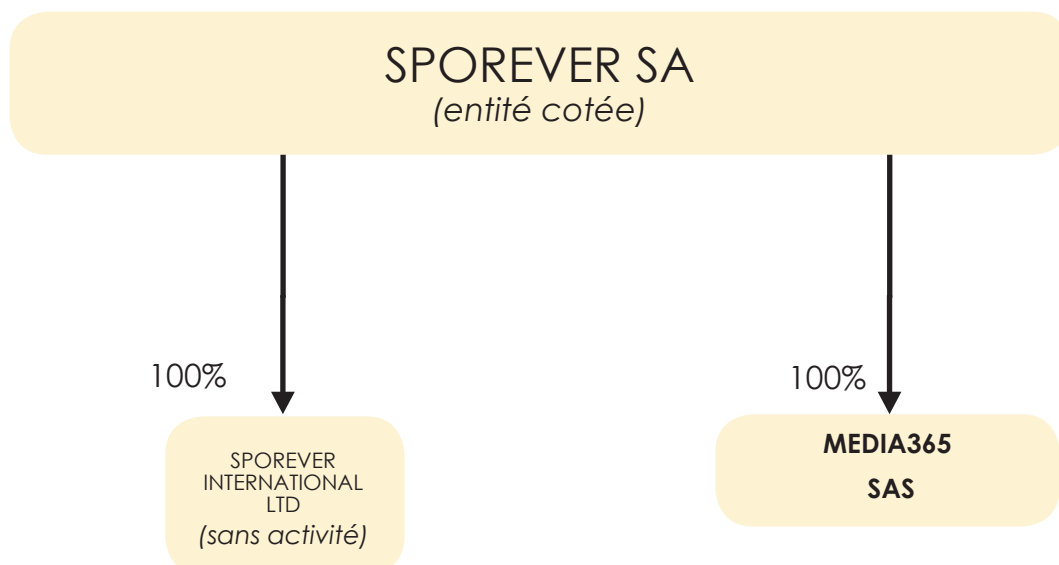
Le conseil d'administration

Patrick Chêne, Président

III. Organigramme



III. Organigramme



IV. Comptes consolidés du groupe Sporever

31 | 1. États financiers consolidés

35 | 2. Notes annexes aux comptes consolidés



1. États financiers consolidés

BILANS CONSOLIDÉS

Actif (en €)

	Exercice clos le 31 décembre	
	2 013	2 012
	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE		
Écarts d'acquisition (note 1)	2 927 917	3 145 513
Frais de développement (note 2)	546 817	711 653
Autres immobilisations incorporelles (note 3)	115 809	126 520
Immobilisations corporelles (note 4)	1 628 178	1 903 054
Immobilisations financières (note 5)	185 172	185 172
Total Actif immobilisé	5 403 894	6 071 912
ACTIF CIRCULANT		
Créances clients et comptes rattachés (note 6)	3 774 096	2 808 467
Autres créances (note 7)	1 417 419	1 540 336
Valeurs mobilières de placement (note 8)	1 254 715	2 655 022
Disponibilités	20 409	76 870
Total Actif circulant	6 466 639	7 080 695
Charges constatées d'avance (note 7)	218 782	51 633
TOTAL ACTIF	12 089 315	13 204 240

Passif (en €)

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
CAPITAUX PROPRES (note 9)		
Capital	5 496 260	5 496 260
Primes	359 418	359 418
Réserves	321 791	321 791
Report à nouveau	2 652 026	3 259 165
Résultat net de l'exercice	- 1 780 997	-607 139
Total capitaux propres part du groupe	7 048 498	8 829 495
PROVISIONS (NOTE 10)	119 820	135 282
DETTES D'EXPLOITATION	3 774 906	3 596 701
Découverts	141 682	
Avances et acomptes (note 11)	14 668	3 543
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (note 11)	1 500 113	1 686 809
Dettes fiscales et sociales (note 12)	2 100 973	1 862 751
Autres dettes d'exploitation (note 13)	17 470	43 598
DETTES DIVERSES	-	70 965
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	70 965
Total dettes	3 774 906	3 667 666
Produits constatés d'avance (note 13)	1 146 091	571 797
TOTAL PASSIF	12 089 315	13 204 240

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

En €	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Chiffre d'affaires (note 14)	11 505 059	13 449 570
Production immobilisée	74 329	568 600
Subvention d'exploitation	-	100 206
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	-	116 782
Autres produits	832	17 852
Produits d'exploitation	11 580 219	14 253 011
Autres achats et charges externes	4 507 120	5 314 990
Impôts, taxes et versements assimilés	330 290	409 983
Charges de personnel (note 15)	7 069 756	7 853 076
Dotations aux amortissements et aux provisions	914 591	744 503
Autres charges	26 555	183 447
Charges d'exploitation	12 848 311	14 505 999
Résultat d'exploitation	-1 268 092	-252 988
Produits financiers	42 240	71 239
Charges financières	25 241	51
Résultat financier (note 16)	16 999	71 188
Résultat courant avant impôts	-1 251 093	-181 799
Produits exceptionnels	27 532	85 425
Charges exceptionnelles	339 840	281 495
Résultat exceptionnel (note 17)	-312 308	-196 070
Impôts sur les résultats (note 18)	-	-
Participation	-	5 514
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	-1 563 401	-383 383
Amortissements des écarts d'acquisition	217 596	223 755
Résultat net (note 9)	- 1 780 997	-607 138
Résultat par action	-0,81	-0,28
Résultat dilué par action	-0,81	-0,16

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

 IV. Comptes consolidés
du groupe Sporever

 1. États financiers
consolidés

		2013	2012
OPERATIONS LIEES A L'ACTIVITE			
Résultat de l'exercice		-1 780 997	-607 138
• <i>Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</i>			
Amortissements et provisions (dotation nettes des reprises)	+	1 116 726	905 333
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	+		
Produits des cessions d'éléments d'actif	-		
Variation d'activation d'impôt différé	-		
Marge brute d'autofinancement	=	-664 271	298 194
• <i>Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation</i>			
Variation du BFR lié à l'activité		-619 454	10 229
Flux net de trésorerie généré par l'activité	A	-1 283 725	308 423
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Paiement earn out Bouyaka	-	70 965	98 916
Effet net de la cession de Panoramix	+	200 000	200 000
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	+		130 000
Acquisitions d'immobilisations	-	443 760	1 737 272
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	B	-314 724	-1 506 188
OPERATION DE FINANCEMENT			
Réduction de capital	-		
Remboursement primes d'émission	-		986 594
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	C	0	-986 594
Variation de la trésorerie (A+B+C)		- 1 598 450	- 2 184 358
Trésorerie à l'ouverture (hors banque créditrice)	D	2 731 893	4 916 251
Trésorerie à la clôture (A+B+C+D)		1 133 442	2 731 893
Variation de la trésorerie (A+B+C)		- 1 598 451	- 2 184 358

2. Notes annexes aux comptes consolidés

Notes préliminaires

Le Groupe Sporever établit ses comptes consolidés en conformité avec le règlement CRC 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999.

Sporever est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation sur les sociétés commerciales en France. Sporever a été constituée le 16 juin 2005 pour une durée de 99 années et son siège social est situé 73, rue Henri Barbusse 92 110 CLICHY.

Le Groupe Sporever se positionne comme un acteur majeur de la production et de l'édition de contenus pour internet, le mobile et la télévision.

Media365, la marque du Groupe, vise à répondre aux besoins du nouveau consommateur de media, quel que soit le lieu où il se trouve.

Media365 exploite le leader du football sur internet, football365.fr, le portail multisports de référence sport365.fr et édite la chaîne d'information sportive sport365.

Présent sur le marché du BtoB, Media365 développe de nombreux outils de communication via son expertise audiovisuelle et nouveaux médias.

Le Groupe Sporever est coté sur le marché Alternext de Nyse Euronext Paris depuis juillet 2005.

1. Périmètre de consolidation et pourcentages de contrôle

Les sociétés retenues en consolidation, sont celles dans lesquelles Sporever détient directement ou indirectement le contrôle. Toutes les filiales étant détenues directement ou indirectement à 100 %, la méthode d'intégration globale a été appliquée. Les sociétés consolidées sont les suivantes :

Société	Siège social	Siren	Méthode de consolidation	% d'intérêt au 31/12/13
Media365 SAS	73, rue Henri Barbusse, 92 110 CLICHY	432 067 601	Intégration globale	100 %
Sporever International Ltd	55 Grosvenor Street London W1K 3BW, England	599 27 90	Intégration globale	100%
Sporever SA	73, rue Henri Barbusse, 92 110 CLICHY	482 877 388	Intégration globale	100%

Media365 a été immatriculée le 9 août 2000.

Sporever International Ltd a été immatriculée le 8 novembre 2006, elle n'a aucune activité.

Sporever a été immatriculée le 16 juin 2005.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. PRINCIPES GENERAUX DE CONSOLIDATION

Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Sporever SA exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Les incidences des transactions entre les sociétés du Groupe sont éliminées.

Les méthodes d'évaluation des sociétés du Groupe sont mises en harmonie avec celles utilisées par la société mère.

Date d'arrêté des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

2.2. METHODES D'EVALUATION

2.2.1 : Écarts d'acquisition

La différence constatée entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de la société Sporever dans le total des actifs et des passifs acquis, valorisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, est inscrite sous la rubrique « écarts d'acquisition » à l'actif du bilan, et amortie, au cas par cas, selon la méthode linéaire sur une durée n'excédant pas 20 ans.

Les fonds de commerce sont assimilés à des écarts d'acquisition et inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition.

Conformément aux dispositions du règlement n° 99-02 du C.R.C., le Groupe procède à des tests d'évaluation sur ses écarts d'acquisition. En cas de survenance d'indice de perte de valeur, un amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition est constaté, le cas échéant, afin de ramener ces derniers à leur juste valeur.

Les valeurs d'usage déterminées selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés sont sensibles aux différentes hypothèses retenues dans les plans à moyen terme (taux d'actualisation, taux de croissance du chiffre d'affaires et au taux d'EBITDA pris en compte).

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément au référentiel français implique que le Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations et hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Au 31 décembre 2013, plusieurs calculs des valeurs d'usage ont donc été réalisés afin de mesurer l'exposition du Groupe à un changement de certaines hypothèses clés:

- conservation du taux d'actualisation et dégradation de l'EBITDA prévisionnel,
- sensibilité au taux d'actualisation

Aucun de ces tests n'a permis d'identifier d'indicateur de perte de valeur.

Les tests d'impairment et de sensibilité au 31 décembre 2013 n'indiquent pas que les écarts d'acquisition soient surévalués et en conséquence aucune dépréciation ou aucun amortissement complémentaire n'a été enregistré.

2.2.2 : Frais de développement

Les coûts de développement identifiables, de design, de programmation, de lancement notamment de sites web et de la chaîne sport365 sont inscrits à l'actif du bilan, dans les postes « frais de développement » selon que les fonctionnalités développées soient opérationnelles ou non à la date de clôture.

2.2.3 : Immobilisations incorporelles

Logiciels

Les logiciels sont amortis à compter de leur date de mise en service, selon le mode linéaire, en fonction de leur durée prévisible d'utilisation : logiciels acquis : linéaire sur 1 et 5 ans.

2.2.4 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Agencements, installations techniques et générales : linéaire sur 5 à 10 ans
- Matériel de transport : linéaire sur 5 ans
- Mobilier : linéaire sur 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans

2.2.5 : Immobilisations financières

Elles sont essentiellement composées de dépôts et cautionnements.

2.2.6 : Actif circulant

Clients et comptes rattachés

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale historique.

Les créances en devises sont converties en euro sur la base du cours constaté à la clôture.

Une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une revue des risques individuels.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou pour leur valeur d'inventaire, si celle-ci est inférieure. Lorsque la valeur d'inventaire des titres établie sur la base du dernier cours constaté avant la clôture est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

Imposition différée active

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du Groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Les impôts différés sont calculés au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

Le montant de l'impôt différé actif au bilan s'élève à 908k€, il correspond à l'activation d'une partie des reports déficitaires de la société Media365 et il a été défini en projetant les résultats futurs et en appliquant des coefficients de prudence.

2.2.7 : Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de manière fiable. Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

Les provisions pour litiges prud'homaux ou commerciaux sont déterminées à partir des recommandations émanant des conseils en charge de ces dossiers, et de l'appréciation du risque par le management.

2.2.8 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxes et après déduction des rabais, remises et ristournes accordées.

Il se compose des éléments suivants :

Œuvres audiovisuelles

Le chiffre d'affaires est enregistré lors de la remise du « Prêt A Diffuser » à la chaîne de télévision. Les programmes réalisés ou en cours de réalisation pour lesquels le PAD n'aurait pas été livré à la date de clôture sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Vente d'espaces publicitaires sur sites internet

La tarification des ventes d'espaces publicitaires repose sur plusieurs modèles :

- Ventes au CPM (coût par mille formats publicitaires affichés)
- Ventes au CPC (coût au click)
- Ventes au CPL (coût au lead)
- Forfaits

Le chiffre d'affaires pris en compte correspond soit à la valeur des contrats pour les contrats de vente terminés à la clôture, soit à la valeur des prestations exécutées pour les contrats en cours à la clôture.

Prestations de conseils

Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement des travaux

Opérations d'échange

Les opérations d'échange suivent les mêmes règles que les ventes d'espaces publicitaires.

2.2.9 : Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

2.2.10 : Résultats nets

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions et d'instruments dilutif du capital en circulation pendant l'exercice.

3. Notes sur le bilan consolidé

Note 1 : Écarts d'acquisition

Ce poste est constitué de :

- l'écart d'acquisition sur Bouyaka pour 1 639k€ euros
- de fonds de commerce décrits ci-dessous:

En k€	Montant en valeur brute
football 365	2 119
SportVista & SportLab	356
Sports Média & Stratégie	190
Autres (dont footanglais)	49

L'ensemble des écarts d'acquisition est amorti sur une durée de 20 ans.

Note 2 : Frais de développement

D'un montant brut de 3 096k€, ces frais correspondent aux frais de lancement de la chaîne sport365 et au développement des sites du Groupe Sporever. En 2013, les nouveaux investissements se montent à 74k€ et concernent le développement de la galaxie des sites web. Ces frais sont amortis sur trois ans pour le web et 5 ans pour la TV.

Note 3 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

En €	Valeurs brutes au 31/12/13	Amortissements	Valeurs nettes au 31/12/13	Valeurs nettes au 31/12/12
Écart d'acquisition	4 351 924	1 424 007	2 927 917	3 145 513
Frais de développement	3 096 333	2 549 516	546 817	711 653
Licences et logiciels	316 912	201 102	115 809	126 520
Immobilisations incorporelles	7 765 169	4 174 625	3 590 544	3 983 686

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

En €	Valeurs brutes au 01/01/13	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/13
Écart d'acquisition	4 351 924			4 351 924
Frais de développement	3 022 004	74 329		3 096 333
Licences et logiciels	303 704	13 209		316 912
Immobilisations incorporelles	7 677 632	87 538	-	7 765 169

Les mouvements de l'exercice 2013 concernent essentiellement :

- la production immobilisée pour 74k€ liée au développement des sites 365,
- l'achat de logiciels pour 13k€.

L'évolution des amortissements s'analyse comme suit:

En €	Montants au 01/01/13	Dotations	Reprises/diminutions	Montants au 31/12/13
Écart d'acquisition	1 206 411	217 596		1 424 007
Frais de développement	2 310 351	239 165		2 549 516
Licences et logiciels	177 184	23 918		201 102
Immobilisations incorporelles	3 693 946	480 679	-	4 174 625

Note 4 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

En €	Valeurs brutes au 31/12/13	Amortissements	Valeurs nettes au 31/12/13	Valeurs nettes au 31/12/12
Installations techniques et matériel	817 806	352 247	465 559	546 852
Agencements et aménagements divers	2 078 743	1 303 442	775 301	939 588
Matériel de transport	7 021	5 523	1 498	1 305
Matériel de bureau et informatique	829 026	703 743	125 283	205 387
Matériel vidéo et production	1 183 592	927 104	256 488	201 127
Mobilier	98 308	94 259	4 049	8 796
Immobilisations corporelles	5 014 496	3 386 318	1 628 178	1 903 055

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

En €	Valeurs brutes au 01/01/13	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/13
Installations techniques et agencements	2 759 873	136 676		2 896 549
Matériel de transport	3 471	3 550		7 021
Matériel de bureau, informatique, vidéo et mobilier	1 894 930	215 996		2 110 926
Immobilisations corporelles	4 658 274	356 223	-	5 014 496

L'évolution des amortissements s'analyse comme suit :

En €	Montants au 01/01/13	Dotations	Reprises/ diminutions	Montants au 31/12/13
Installations techniques, agencements et aménagements divers	1 273 603	382 086		1 655 689
Matériel de transport	2 165	3 357		5 522
Matériel de bureau et informatique, de vidéo et mobilier	1 479 358	245 656		1 725 014
Immobilisations corporelles	2 755 126	631 099	-	3 386 225

Licences, marques

Ce poste est essentiellement constitué de logiciels.

Autres immobilisations corporelles

Les investissements de l'exercice 2013 ont porté sur des agencements et du matériel audiovisuel à hauteur de plus d'0,3m€.

Note 5 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

En €	Valeurs brutes au 31/12/13	Amortissements	Valeurs nettes au 31/12/13	Valeurs nettes au 31/12/12
Dépôts et cautions	185 172		185 172	185 172
Immobilisations financières	185 172	-	185 172	185 172

L'évolution des immobilisations financières s'analyse comme suit :

En €	Valeurs brutes au 01/01/13	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/13
Dépôts et cautions	185 172	-	-	185 172
Immobilisations financières	185 172	-	-	185 172

Les contrats en crédit-bail qui concernent le financement de matériels bureautiques ne sont pas retraités dans les valeurs d'actif immobilisé en raison de leur caractère non significatif.

Note 6 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients et comptes rattachés est le suivant :

En €	31/12/2013	31/12/2012	2013	
			< 1 an	> 1 an
Créances clients	3 203 715	1 948 332	3 203 715	-
Créances douteuses	100 293	88 321	11 971	88 322
Factures à établir	564 277	845 594	564 277	-
Acomptes clients	-	-	-	-
Total clients et comptes rattachés	3 868 285	2 882 246	3 779 963	88 322
Provision créances douteuses	94 189	73 779		
Total clients et comptes rattachés net	3 774 096	2 808 467		

Les créances clients ont augmenté de 65%. Cette hausse significative est en corrélation avec l'évolution du BFR liée aux nouveaux projets 2014 (France Télévisions notamment).

Note 7 : Autres créances

Le détail du poste autres créances est le suivant :

En €	31/12/2013	31/12/2012	2013	
			< 1 an	> 1 an
Fournisseurs débiteurs	2 000	5 000	2 000	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 118	23 193	16 118	-
Impôt	-	-	-	-
Impôt différé	907 882	907 882	-	907 882
Taxe sur la valeur ajoutée	140 557	111 887	140 557	-
Débiteurs divers	350 862	492 373	350 862	-
Créances de l'actif circulant	1 417 419	1 540 335	509 537	907 882
Charges constatées d'avance	218 782	51 633		
Total	1 636 201	1 591 968		

Les débiteurs divers sont composés essentiellement du solde du prix de cession de Panoramix, soit 155k€, à la date anniversaire de la date de réalisation de la cession, soit le 30 septembre et du produit à recevoir du Crédit Impôt Compétitivité Emploi à hauteur de 109k€, respectivement 4k€ pour Sporever et 105k€ pour Media365.

Note 8 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de comptes à terme pour un montant de 1,3m€.

Note 9 : Variation des capitaux propres consolidés

La variation des capitaux propres consolidés s'analyse comme suit :

En €	Capital	Primes	Réserve légale	Résultat de l'exercice	Report à nouveau	Total des capitaux propres
Situation au 31/12/11	5 496 260	1 346 012	321 792	-352 267	3 611 432	10 423 227
Résultat de l'exercice				-607 138		-607 138
Aff. en report à nouveau				352 267	-352 267	-
Distrib. primes d'émission		- 986 594				-986 594
Situation au 31/12/12	5 496 260	359 418	321 792	-607 138	3 259 165	8 829 495
Résultat de l'exercice				- 1 780 997		- 1 780 997
Aff. en report à nouveau				607 138	-607 138	-
Distrib. primes d'émission						-
Situation au 31/12/13	5 496 260	359 418	321 792	- 1 780 997	2 652 026	7 048 498

Le capital social de Sporever est composé de 2 198 504 actions ordinaires toutes identiques et entièrement libérées.

Catégories de titres	Nombres	Valeurs nominales
Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	2 198 504	2,5
Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	-	-
Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	2 198 504	2,5

Note 10 : Provisions pour risques et charges et dépréciations

Les provisions pour risques et charges et dépréciations s'analysent comme suit :

En €	Montants au 01/01/13	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montants au 31/12/13	Diminutions	
					Utilisées	non utilisées
Provisions pour litiges	5 000			5 000		
Provisions pour charges	130 282	17 070	32 532	114 820	32 532	
Provisions pour risques et charges	135 282	17 070	32 532	119 820	-	-
Provisions pour dépréciation sur comptes clients	73 779	20 410	-	94 189		-
Autres provisions	-			-		
Provisions pour dépréciation	73 779	20 410	-	94 189	-	-
Total	209 601	37 480	32 532	196 939	32 532	-
Dont dotations et reprises d'exploitation		37 480	-			
Dont dotations et reprises exceptionnelles		-	32 532			

Les provisions pour litiges concernent des litiges en cours avec des fournisseurs et des partenaires.

Les mouvements sur l'exercice concernent la provision liée au redressement Urssaf et la provision suite à la constatation d'une moins value sur les titres à la clôture .

Note 11 : Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés se détaillent de la manière suivante :

En €	31/12/2013	31/12/2012	2013	
			< 1 an	> 1 an
Fournisseurs et comptes rattachés	757 384	967 375	757 384	
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	757 384	967 375	757 384	-
Factures non parvenues	742 729	719 435	742 729	
Total	1 500 113	1 686 809	1 500 113	-

La baisse des dettes fournisseurs est cohérente avec la baisse d'activité.

Note 12 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se détaillent de la manière suivante :

En €	31/12/2013	31/12/2012	2013	
			< 1 an	> 1 an
Personnel et comptes rattachés	688 614	451 200	688 614	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	847 972	871 673	847 972	
Taxe sur la valeur ajoutée	516 123	488 544	516 123	
Autres impôts, taxes et assimilés	48 264	51 333	48 264	
Total	2 100 973	1 862 750	2 100 973	-

Note 13 : Autres dettes

Les autres dettes se détaillent de la manière suivante :

En €	31/12/2013	31/12/2012	2013	
			< 1 an	> 1 an
Dettes sur immobilisations	-	70 965		
Autres dettes	17 470	43 598	17 470	
Total des autres dettes	17 470	114 563	17 470	-
Produits constatés d'avance	1 146 091	571 797	1 146 091	
Total	1 163 561	686 360	1 163 561	-

La baisse significative des autres dettes s'explique par la fin de comptabilisation de l'earn out sur les exercices 2010 à 2012 suite à l'acquisition de Bouyaka et une diminution des créiteurs divers. Les produits constatés d'avance correspondent à des facturations réalisées par avance aux clients notamment pour Orange à hauteur de 365k€, et France télévisions à hauteur de 648k€.

4. Notes sur le compte de résultat consolidé

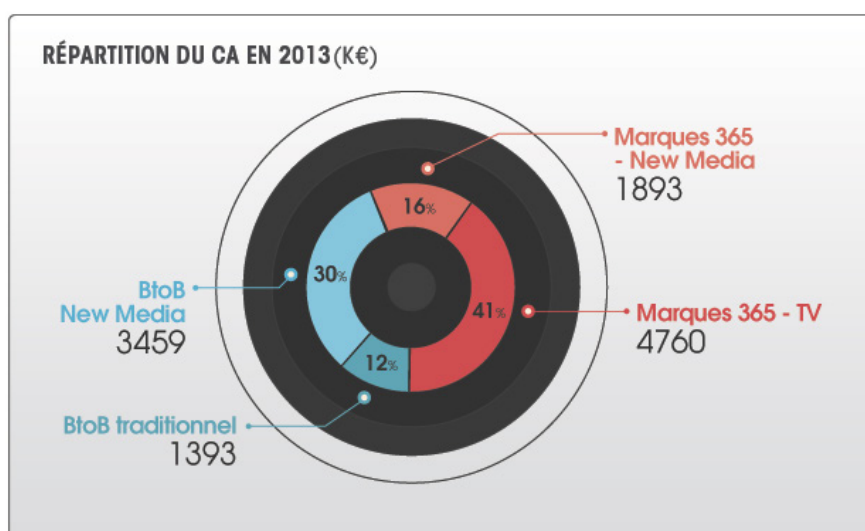
Note 14 : Ventilation du chiffre d'affaires

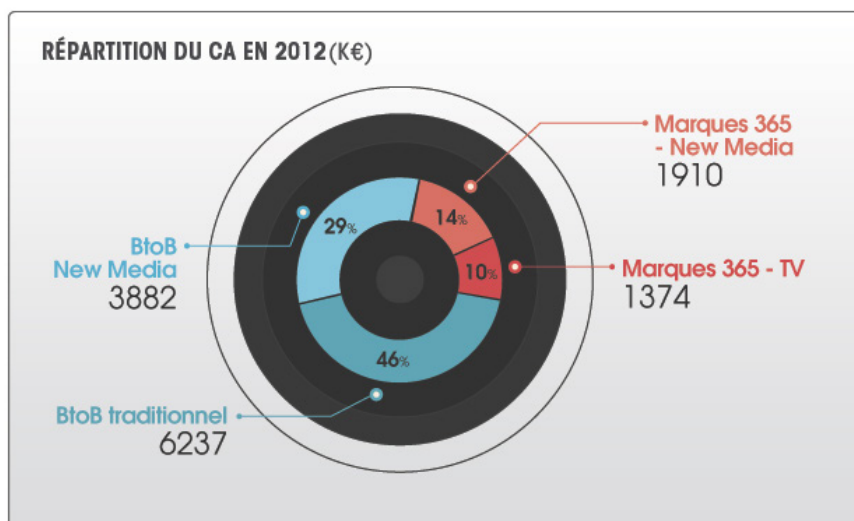
La répartition par branche d'activité est la suivante :

	2013	2012
Marques365-New Media	16%	14%
Marques365-TV	41%	10%
BtoB-New Media	30%	29%
BtoB-traditionnel	12%	46%
Total	100%	100%
Cumul	100%	100%

Le chiffre d'affaires réalisé par échange de services a été le suivant :

En k€	Montants
2013	497
2012	501





Note 15 : Charges de personnel

La charge globale afférente au personnel s'élève au 31 décembre 2013 à 7 069k€ et se répartit ainsi :

En k€	2013	2012
Salaires et traitements	4 879	5 357
Charges sociales	2 190	2 496

L'effectif moyen est de 92 salariés en 2013 contre 108 salariés en 2012. Cette baisse des effectifs est en ligne avec la baisse d'activité et les mesures d'économies.

Note 16 : Résultat financier

En k€	2013	2012
Produits cessions VMP	42	71
Autres	-	-
Produits financiers	42	71
Intérêts et charges assimilées	-	-
Autres	25	-
Charges financières	25	-

Note 17 : Résultat exceptionnel

En K€	2013	2012
Produits exceptionnels	28	85
Dont :		
Divers	-5	9
Reprise de provisions sur risques et charges	33	76
Produits de cession d'éléments d'actif	-	-
Charges exceptionnelles	340	281
Dont :		
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-
Charges sur opérations exceptionnelles	334	238
Dotations exceptionnelles et dépréciations des immobilisations complémentaires	-	-
Charges exceptionnelles diverses	6	43

IV. Comptes consolidés du groupe Sporever

2. Notes annexes aux comptes consolidés

Les produits exceptionnels sont composés essentiellement de la reprise de provision liée au contrôle Urssaf

Les charges exceptionnelles sont constituées principalement d'indemnités liées à des mesures d'économies et à diverses charges exceptionnelles suite à des opérations de gestion.

Note 18 : Impôts sur les résultats

Au 31 décembre 2013, les déficits reportables de Sporever et Media365 s'élèvent à un total de 7 839k€.

5. Autres informations

Note 19 : Risques divers

Les sociétés du groupe Sporever ne réalisent pas de chiffre d'affaires avec des pays présentant des risques économiques particuliers.

Note 20 : Indemnités de départ à la retraite et autres avantages
Indemnités de départ à la retraite:

Compte tenu du caractère non significatif de l'engagement de retraite pour les sociétés du groupe Sporever, au regard de la faible ancienneté du personnel et de sa composition, aucune provision pour engagement de retraite n'a été comptabilisée au 31 décembre 2013.

Rémunération du Dirigeant:

Dirigeant en k€ (brut)	Rémunération fixe 2013	Rémunération variable 2013	Rémunération fixe 2012	Rémunération variable 2012
Patrick Chêne, Président-Directeur Général	185	23	182	23

Un contrat de service a été conclu entre Sporever SA et la société JPMA, en date du 1er juillet 2010, préalablement autorisée par le conseil d'administration du 22 juin 2010.

La société JPMA, représentée par M. Patrick Chêne, est une société spécialisée dans le conseil et l'assistance via tous media. Le montant des honoraires s'élève à 170k€ HT.

Note 21 : Droit individuel à la formation

En matière de « Droit Individuel à la Formation » 105 heures ont été consommées en 2013. Le volume d'heures au titre du droit ouvert à la formation s'élève à 4 257 heures. Ce crédit d'heures n'a pas été comptabilisé dans les comptes de l'exercice.

Note 22 : Effectif

Effectif	31/12/2013	31/12/2012
Dirigeant	1	1
Cadres	25	31
Employés et assimilés	66	83
Total	92	115
Dont journalistes	32	44

Note 23 : Intéressement du personnel

Régime d'intéressement

Néant.

Options de souscription ou d'achat d'actions

Néant.

Attribution définitive d'actions gratuites

Néant.

Note 24 : Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan se décomposent comme suit:

Poste du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			
	exercice	cumulée	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total à payer
Matériel de bureau	25 620	25 620	25 620	108 885	-	134 505
Totaux	25 620	25 620	25 620	108 885	-	134 505

Note 25 : Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se décomposent de la manière suivante:

1. Honoraires au titre du contrôle légal des comptes :

- Sporever SA : 12,5k€ HT
- Media365 SAS : 30k€ HT

2. Honoraires au titre des conseils et prestations de services entrant dans le cadre des diligences directement liées :

Néant

